

**Art. 3.** La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 mars 2019.

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget et les Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget et les Relations extérieures,

D. GOSUIN

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des Films,

P. SMET

La Membre du Collège réuni compétente pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des Films,

C. FREMAULT

—————  
Note

Documents de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune :

*Session ordinaire 2018-2019*

B-141/1 Projet d'ordonnance.

B-141/2 Rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 15 février 2019.

**Art. 3.** Deze ordonnantie treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 maart 2019.

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting en de Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting en de Externe Betrekkingen,

D. GOSUIN

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring,

P. SMET

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring,

C. FREMAULT

—————  
Nota

Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

*Gewone zitting 2018-2019*

B-141/1 Ontwerp van ordonnantie.

B-141/2 Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 15 februari 2019.

**Accord de coopération du 6 septembre 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé, l'échange des données en matière de prestations familiales et les modalités concernant le transfert de compétence entre caisses d'allocations familiales**

**PRÉAMBULE**

Considérant la volonté exprimée par les entités fédérées signataires de reprendre pour leur compte la gestion et le paiement des prestations familiales en préservant la possibilité de reprises asynchrones;

Considérant la nécessité de coordonner l'action desdites entités, notamment, après la période transitoire;

Considérant que pareille coordination est indispensable et implique collaboration effective et loyauté dans le chef des signataires au présent accord de coopération;

Le présent accord de coopération fixe les facteurs de rattachement permettant de désigner l'entité fédérée compétente en matière de prestations familiales tant dans un contexte interne que dans un contexte international;

Le présent accord de coopération détermine par ailleurs de quelle manière les régularisations de paiements ainsi que les recouvrements seront pris en charge ou poursuivis;

Le présent accord de coopération détermine également comment s'effectuera l'échange de données entre entités fédérées;

Le présent accord de coopération détermine, enfin, les modalités selon lesquelles le transfert des dossiers aura lieu au départ des caisses d'allocations familiales fédérales à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Vu l'article 23 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 92bis et l'article 94, § 1<sup>er</sup> bis, inséré par l'article 44 de la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la sixième réforme de l'État;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles de la Communauté germanophone, l'article 60sexies, inséré par l'article 37 de la loi du 19 avril 2014 modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone;

Vu la loi du 4 avril 2014 modifiant les lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Loi générale relative aux allocations familiales) telle qu'applicable au 31 décembre 2018;

Vu le décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française et le décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord intervenu le 6 septembre 2017 au sein du Comité de concertation;

la Communauté flamande, représentée par le Ministre-Président et le ministre du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille;

la Région wallonne, représentée par le Ministre-Président et la ministre wallonne de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la fonction publique et de la Simplification administrative;

la Communauté germanophone, représentée par le Ministre-Président et le ministre de la Communauté germanophone de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales;

la Commission communautaire commune, représentée par le président du Collège réuni et les membres du Collège réuni, compétents pour la politique de l'Aide aux personnes, les prestations familiales et le Contrôle des films;

Ont convenu ce qui suit :

## Dispositions

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Généralités

#### Article 1<sup>er</sup> — Définitions

Pour l'application du présent accord de coopération et uniquement dans ce cadre, on entend par :

- 1° entités fédérées : la Commission communautaire commune, pour le ressort territorial de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale; la Communauté flamande, pour le ressort territorial de la région de langue néerlandaise; la Région wallonne, pour le ressort territorial de la région de langue française et la Communauté germanophone, pour le ressort territorial de la région de langue allemande;
- 2° facteur de rattachement : situation sur la base de laquelle un dossier d'allocations familiales peut être rattaché à une entité fédérée et qui fixe de manière exclusive la compétence de cette dernière;
- 3° registres de la population : les registres tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, 1° de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques;
- 4° domicile légal : le lieu où une personne est inscrite à titre principal sur les registres de la population, conformément à l'article 32,3°, du Code judiciaire;
- 5° résidence : en l'absence de domicile légal, le lieu où la personne réside en fait habituellement;
- 6° unité d'établissement : le lieu d'activité, géographiquement identifiable par une adresse, où s'exerce au moins une activité de l'entreprise ou à partir duquel elle est exercée, comme défini à l'article 2, 6°, de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions;
- 7° assuré social : la personne qui, en matière de prestations familiales, relève du champ d'application personnel d'un règlement européen ou d'une convention bilatérale de sécurité sociale;
- 8° prestations familiales : les prestations visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, IV de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;
- 9° convention bilatérale : convention de sécurité sociale conclue entre la Belgique et un autre État;
- 10° allocation de naissance : prestation qui est payée à l'occasion de la naissance d'un enfant dans les conditions fixées par les entités fédérées;
- 11° reprise : la reprise de la gestion et du paiement par les entités fédérées, à la date fixée par leurs notifications réalisées conformément aux dispositions de l'article 94 § 1<sup>er</sup>bis, alinéa 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, chacune pour ce qui la concerne;
- 12° cadastre : répertoire de références tel qu'il existait au 31 décembre de l'année qui précède celle de la première reprise, dans lequel sont reprises les données de tous les acteurs de tous les dossiers de toutes les caisses d'allocations familiales;
- 13° application Trivia : application électronique telle qu'elle existait au 31 décembre de l'année qui précède celle de la première reprise, qui, d'une part, contient le site web pour rechercher des données électroniques auprès des fournisseurs d'informations et qui, d'autre part, permet la transition de tous les messages de distribution, de consultation et du cadastre disponibles vers les applications de paiement des caisses;
- 14° application de paiement des caisses : application électronique destinée à la gestion quotidienne des dossiers au sein d'une caisse d'allocations familiales telle qu'elle existait au 31 décembre de l'année qui précède celle de la première reprise, qui traite les données électroniques et assure le paiement des allocations familiales;
- 15° régime d'allocations familiales : l'ensemble des textes légaux et réglementaires en vigueur le 31 décembre de l'année qui précède celle de la première reprise;
- 16° LGAF : Loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939.

### CHAPITRE 2. — Facteurs de rattachement

#### Article 2 — Facteurs de rattachement déterminant quelle entité fédérée est compétente en matière de prestations familiales

Les facteurs de rattachement suivants déterminent l'entité fédérée exclusivement compétente, dans l'ordre suivant :

1. le domicile légal de l'enfant dans l'entité;
2. la résidence de l'enfant dans l'entité;
3. la localisation de l'unité d'établissement ou, lorsque cette donnée n'est pas disponible, du siège d'exploitation de l'employeur actuel ou du précédent employeur de l'assuré social en Belgique;
4. le domicile légal ou le dernier domicile légal de l'assuré social dans l'entité;
5. la localisation de la caisse d'assurances sociales à laquelle l'assuré social est affilié comme travailleur indépendant;

6. la localisation du bureau du dernier organisme d'allocations familiales connu qui a accordé les prestations familiales. Le cadastre actuel peut être consulté à cet effet jusqu'au 31 mars 2024.

S'il est constaté, pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, points 3 à 5, que plusieurs assurés sociaux tombent sous l'application d'un même facteur de rattachement, la compétence exclusive d'une entité fédérée est déterminée dans ce cas par le plus âgé d'entre eux.

La compétence d'une entité fédérée pour le paiement anticipé de l'allocation de naissance est toutefois déterminée sur la base des facteurs de rattachement suivants, dans l'ordre suivant :

1. le domicile légal de la mère dans l'entité;
2. la résidence de la mère dans l'entité.

L'entité qui reçoit la demande de paiement anticipé de l'allocation de naissance contrôle si une autre entité ne l'a pas déjà payée.

#### Article 3 — Règlements européens

Pour l'application des règlements européens, le champ d'application personnel en ce qui concerne l'assuré social qui ouvre le droit dans le cadre des prestations familiales est limité au parent, à la personne qui n'est ni parente ni alliée jusqu'au troisième degré inclusivement avec ce parent et avec laquelle ce dernier vit en cohabitation de fait ou en cohabitation légale et au conjoint du parent, pour ce qui concerne leurs enfants propres ou communs.

Pour l'application du règlement 883/2004, les situations socioprofessionnelles prises en considération pour l'ouverture d'un droit aux allocations familiales sont celles reprises au tableau en annexe. Ce tableau peut être modifié conjointement par les gouvernements des entités fédérées compétentes par le biais d'un accord de coopération.

#### Article 4 — Disposition transitoire

Par dérogation à l'article 2, alinéa 2 et à l'article 3, les attributaires qui ouvraient le droit aux allocations au 31 décembre de l'année précédant celle de la première reprise, continuent à ouvrir ce droit pour autant qu'ils gardent leur qualité d'attributaire acquise en vertu d'un régime d'allocations familiales, jusqu'au moment :

1. d'une modification dans la situation familiale;
2. d'une modification de leur situation socioprofessionnelle ayant pour effet qu'ils relèvent dorénavant d'une catégorie différente, selon l'annexe au présent accord de coopération.

L'effet des modifications précitées se produit le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit celui de leur survenance.

### CHAPITRE 3. — *Gestion des charges du passé* *Transmission des droits et obligations des caisses fédérales à une caisse régionale*

#### Article 5 — Gestion des charges du passé

§ 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent article, on entend par :

- régularisation : les paiements à réaliser (prestations dues) et les recouvrements à mener (prestations indues) non exécutés au 31 décembre de l'année précédant celle de la reprise par la caisse d'allocations familiales fédérale compétente jusqu'à cette date;
- moment de l'évènement : selon le cas, le moment de la demande de régularisation formulée par l'ayant droit, le moment où doit être prise une décision d'office ou le moment où la décision judiciaire rendue en matière de régularisation est exécutoire.

§ 2. a) Chaque caisse d'allocations familiales fédérale a un successeur dans chacune des entités fédérées auquel elle transmet ses droits et obligations.

Les droits et obligations de FAMIFED au 31 décembre de l'année précédant celle de la reprise par une entité fédérée donnée, sont d'office transférés à la caisse publique créée par cette entité, le 1<sup>er</sup> janvier de l'année de ladite reprise.

En ce qui concerne la Communauté germanophone, les droits et obligations des caisses libres fédérales existants au 31 décembre de l'année précédant celle de la reprise par cette entité fédérée, sont d'office transmis à la caisse publique de la Communauté germanophone, le 1<sup>er</sup> janvier de l'année de cette reprise.

En ce qui concerne la Communauté flamande, la Région wallonne et la Commission communautaire commune, les droits et obligations des caisses libres fédérales existants au 31 décembre de l'année précédant celle de la reprise par celles-ci sont transmis à leurs successeurs régionaux sur la base de conventions conclues avant le 1<sup>er</sup> juillet 2018, dont les mentions obligatoires sont fixées par le Comité de gestion de FAMIFED. Cette convention détermine comment les successeurs régionaux opèrent le traitement des régularisations qui étaient à la charge de la caisse fédérale à laquelle ils succèdent, notamment via un accès à une application informatique permettant d'assurer lesdites régularisations.

Le Comité de gestion de FAMIFED approuve la convention visée à l'alinéa 4, sur vérification de la présence dans celle-ci des mentions obligatoires qu'il a fixées. Dès la notification de l'approbation de FAMIFED, les droits et obligations de la caisse libre fédérale cédante sont transférés à ses successeurs régionaux, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la reprise.

Les dossiers à l'égard desquels la Communauté germanophone est compétente sont traités de la même manière que les dossiers pour lesquels la Région wallonne est compétente. Le traitement des régularisations intéressant la Communauté germanophone est effectué, contre rémunération et selon les modalités fixées par un protocole de coopération passé entre les gouvernements des entités fédérées concernées.

b) Chaque successeur régional qui opère au moment de l'évènement pour le compte de l'entité fédérée désignée compétente par application de l'article 2, porte la responsabilité des régularisations de mise, sur les plans administratif, financier et judiciaire, à l'égard des périodes qui étaient de la compétence de la caisse fédérale qui lui a transmis ses droits et obligations existants au 31 décembre de l'année précédant celle de la reprise par cette entité fédérée.

c) Lorsqu'un successeur d'une caisse fédérale reçoit une information concernant une période pour laquelle la caisse fédérale qui lui a transmis ses droits et obligations n'était pas compétente, il transmet sans délai cette information au successeur de la caisse fédérale qui était compétente pour ladite période, successeur opérant pour le compte de l'entité fédérée désignée compétente par application de l'article 2.

§ 3. Les modalités d'application du présent article sont fixées par un protocole de collaboration établi entre les entités fédérées, conclu au plus tard lors de la publication du présent accord de coopération au *Moniteur belge*.

## Article 6 – Entrée en vigueur du changement de compétence entre les entités fédérées

Lorsque la compétence en matière d'octroi des prestations familiales change au cours d'un mois civil, quelles que soient les échéances pour le versement des prestations familiales prévues par les régimes applicables, l'entité fédérée qui a versé les prestations familiales au 1<sup>er</sup> de ce mois demeure compétente jusqu'à la fin du mois en cours.

Elle informe l'autre entité fédérée concernée de l'échéance à laquelle elle cesse le versement des prestations familiales en cause. Le versement des prestations par l'entité fédérée qui succède prend effet à cette date.

L'entité fédérée qui constate un changement de compétence conformément au présent article communique les informations nécessaires à l'entité fédérée compétente suivante, conformément à l'article 7.

CHAPITRE 4. — *Echange et conservation des données*

## Article 7 — Echange des données

Si une entité fédérée constate qu'une autre entité fédérée est compétente pour payer les prestations familiales, elle transmet immédiatement à cette entité fédérée toutes les informations nécessaires afin que cette dernière puisse exercer sa compétence.

L'échange des données se déroule par la voie électronique.

Un protocole de coopération conclu entre les gouvernements des entités fédérées compétentes en matière de prestations familiales en précisera les modalités nécessaires.

## Article 8 — Cadastre et applications de paiement des caisses

§ 1<sup>er</sup>. Le cadastre et l'application Trivia doivent continuer à fonctionner afin que les successeurs régionaux puissent continuer à assurer les paiements des prestations familiales dans le cadre des régimes d'allocations familiales tels qu'ils existaient au 31 décembre de l'année qui précède celle de la première reprise, ainsi que les paiements des prestations familiales en application des règlements européens et accords bilatéraux. Cette continuité doit être assurée durant les 5 ans et 3 mois qui suivent la date de la première reprise.

Tous les coûts d'entretien du cadastre et de l'application Trivia sont supportés par les entités fédérées conformément à la clé de répartition qui est basée sur le pourcentage du nombre d'enfants entre 0 et 18 ans par entité fédérée, laquelle a été fixée dans l'article 47/5, § 5, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Ces coûts d'entretien comprennent également les frais devant être engagés dans l'application Trivia lorsqu'un fournisseur d'informations apporte une modification à un flux électronique de distribution ou de consultation qui fait partie de l'application Trivia.

Les éventuelles modifications au cadastre et à l'application Trivia qui seraient demandées par une ou plusieurs entités fédérées en ce qui concerne les paiements mentionnés dans le premier alinéa du présent paragraphe, doivent être déterminées dans un protocole de coopération défini par les gouvernements des entités fédérées compétentes en matière de prestations familiales.

§ 2. Le cadastre et l'application Trivia peuvent être adaptés, à la demande d'une ou plusieurs entités fédérées, afin de permettre l'exécution de leurs décrets régionaux.

Ces modifications ne peuvent toutefois pas porter préjudice aux dispositions reprises à l'alinéa premier du premier paragraphe.

Elles doivent être communiquées par le gouvernement de l'entité compétente pour les prestations familiales qui souhaite les apporter, aux gouvernements des autres entités fédérées. Ces gouvernements précisent, dans les deux mois, s'ils souhaitent aussi utiliser ces modifications et donc également supporter la part respective des coûts liés à ces modifications. Les gouvernements qui s'abstiennent de répondre dans les deux mois ne souhaitent pas faire usage des modifications proposées.

Les gouvernements des entités fédérées compétents en matière d'allocations familiales désireux d'utiliser les modifications dans les fixent leurs accords dans un protocole de collaboration.

§ 3. Les applications de paiement des caisses doivent continuer à fonctionner afin que les successeurs régionaux puissent continuer à assurer les paiements des prestations familiales dans le cadre des régimes d'allocations familiales tels qu'ils existaient au 31 décembre de l'année qui précède celle de la première reprise ainsi que les paiements des prestations familiales en application des règlements européens et accords bilatéraux. Cette continuité doit être assurée durant les 5 ans et 3 mois qui suivent la date de la première reprise.

Les applications de paiement des caisses peuvent être adaptées par les successeurs régionaux à la suite de modifications dans l'application Trivia lorsqu'un fournisseur d'informations modifie un flux électronique de distribution ou de consultation qui fait partie de l'application Trivia.

Les successeurs régionaux peuvent aussi adapter les applications de paiement des caisses de leur propre initiative sans accord préalable des entités fédérées pour autant toutefois qu'elles ne portent pas préjudice aux dispositions précisées à l'alinéa premier du troisième paragraphe.

§ 4. Les entités fédérées se feront savoir mutuellement si elles souhaitent encore utiliser le cadastre et l'application Trivia au-delà du terme fixé par le § 1<sup>er</sup>. Les entités fédérées qui souhaitent encore utiliser le cadastre et l'application Trivia concluront un accord de coopération à cet effet au plus tard une année avant ce terme.

CHAPITRE 5. — *Entraide administrative*

## Article 9 — Récupération

Si une institution compétente pour le paiement des prestations familiales dans une entité constate qu'elle doit récupérer une somme d'une personne, elle peut alors demander à chaque institution de paiement d'une autre entité fédérée qui paie des prestations familiales à cette personne d'effectuer les retenues nécessaires pour son compte, conformément à l'article 1410, § 4, du code judiciaire.

Si des retenues sont demandées, conformément à l'article 1410, § 4, du code judiciaire en vue du remboursement de plusieurs créances dans le chef de la même personne, la créance qui lui a été notifiée la première sera remboursée en premier lieu par la caisse qui effectue les paiements.

CHAPITRE 6. — *Dispositions relatives au circuit de paiement*Article 10 — *Compétence des caisses d'allocations familiales*

§ 1<sup>er</sup> Par dérogation aux articles 18, 35, 38, 64, 66 et 71 de la LGAF, et aux dispositions de l'arrêté royal du 25 avril 1997 portant exécution de l'article 71, § 1<sup>bis</sup>, de la LGAF, tout événement ayant pour conséquence une modification de la compétence des caisses d'allocations familiales, avec effets à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2018, ne produit aucun effet. La caisse légalement compétente au 31 décembre 2017 maintient cette compétence à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

§ 2. Avant le 1<sup>er</sup> juillet 2018, les caisses d'allocations familiales libres agréées en vertu de la LGAF, répartissent leurs dossiers en sous-portefeuilles distincts par entité fédérée conformément aux facteurs de rattachement énoncés dans l'accord de coopération du 14 juillet 2016. Ces sous-portefeuilles reprennent l'ensemble des dossiers pour lesquels une intégration est ouverte dans le cadastre au 30 juin 2018 au niveau de l'attributaire, tel que défini à l'article 51, paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, LGAF, ainsi que les dossiers pour lesquels l'intégration dans le cadastre a été clôturée avant le 30 juin 2018 au niveau de l'attributaire, tel que défini à l'article 51, paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, LGAF, mais pour lesquels une procédure administrative ou judiciaire est encore en cours.

Avant le 1<sup>er</sup> juillet 2018, chaque caisse d'allocations familiales libre agréée en vertu de la LGAF, détermine vis-à-vis de quels sous-portefeuilles, constitués conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, et via quels successeurs régionaux elle poursuivra, à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la reprise dans une entité fédérée donnée, sa mission de paiement des allocations familiales.

§ 3. À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2018, chaque caisse d'allocations familiales libre agréée en vertu de la LGAF met à disposition des autres caisses et des entités fédérées qui le demandent, toute donnée relative à leurs dossiers d'allocations familiales permettant le transfert de la compétence.

§ 4. À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2018, après avoir obtenu l'approbation par le Comité de gestion de FAMIFED sur la convention visée au paragraphe 5, les caisses d'allocations familiales libres agréées en vertu de la LGAF peuvent entamer le transfert entre elles de leurs sous-portefeuilles, constitués conformément au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup> et, compte tenu de l'alinéa 2 du paragraphe 2. Le transfert effectif des dossiers concernant une entité fédérée donnée doit être clôturé le 31 décembre de l'année précédant celle de la reprise par cette entité fédérée.

Le transfert de dossiers du cédant vers le cessionnaire porte obligatoirement sur l'entièreté du sous-portfeuille de dossiers rattachés, conformément au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, à une entité fédérée.

Le transfert des sous-portefeuilles rattachés à la Communauté germanophone intervient impérativement en faveur d'une caisse qui, conformément au paragraphe 2, alinéa 2, transfère ses dossiers à un successeur régional qui gèrera, à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la reprise par la Région wallonne, un sous-portfeuille rattaché à cette région. Si la caisse cédante détient également un sous-portfeuille de dossiers rattaché à la Région wallonne, elle transfère les deux sous-portefeuilles au même cessionnaire.

Lorsqu'une caisse constate un changement de compétence, au regard des facteurs de rattachement visés à l'accord de coopération du 14 juillet 2016, dans un dossier qu'elle gère, elle procède sans délai au rattachement dudit dossier au sous-portfeuille adéquat et le transfère, le cas échéant conformément aux modalités prévues dans la convention de transfert visée au paragraphe 5, à la caisse cessionnaire compétente.

Les caisses procèdent sans délai au rattachement au sous-portfeuille adéquat, conformément au paragraphe 2, des nouveaux dossiers ouverts suite à l'affiliation d'un nouvel employeur, la réaffiliation d'un employeur ou suite à l'ouverture d'un nouveau droit et transfèrent, le cas échéant, conformément aux modalités prévues dans la convention de transfert visée au paragraphe 5, ces dossiers aux caisses cessionnaires compétentes.

Les sous-portefeuilles de dossiers visés au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, vis-à-vis desquels les caisses n'entendent pas poursuivre leur mission de paiement des allocations familiales à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la première reprise, conformément au paragraphe 2 alinéa 2 et qui n'ont pas fait l'objet d'une convention de transfert entre caisses conformément au paragraphe 5 à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2018 sont transférés d'office à FAMIFED au plus tard le 30 septembre 2018. Il en est de même des sous-portefeuilles de dossiers des caisses qui cessent leurs activités courant de l'année 2018, et qui n'ont pas fait l'objet de convention de transfert entre caisses conformément au paragraphe 5 avant la date du 1<sup>er</sup> juillet 2018. Si ces caisses cessent leurs activités après le 30 septembre 2018, elles transfèrent leurs dossiers à FAMIFED sans délai et au plus tard le 30 novembre 2018. Les conditions de transfert sont en cas de transfert d'office fixées par FAMIFED. L'Agence reprend les droits et obligations desdites caisses vis-à-vis des assurés sociaux concernés.

§ 5. Les transferts de dossiers visés au paragraphe 4 s'opèrent sur la base d'une convention conclue avant le 1<sup>er</sup> juillet 2018. Les mentions obligatoires devant figurer dans cette convention sont fixées par le Comité de gestion de FAMIFED. Cette convention peut prévoir le montant de l'indemnité qui s'applique lors de ce transfert de sous-portefeuilles sachant que cette indemnité est ajoutée à la réserve administrative de la caisse concernée.

Le Comité de gestion de FAMIFED approuve la convention après vérification des mentions obligatoires. L'examen par le Comité de gestion ne porte que sur le respect de la condition liée aux mentions obligatoires.

§ 6. L'approbation par FAMIFED dont question au paragraphe 5, alinéa 2, permet à la convention de sortir ses effets. Celle-ci produit ses effets, à l'égard des dossiers relevant d'une entité fédérée donnée, au plus tard le 31 décembre de l'année précédant la reprise par cette entité fédérée. La caisse cessionnaire succède alors dans les droits et obligations de la caisse cédante. Elle vérifie le maintien de sa compétence au regard des facteurs de rattachement visés au paragraphe 2, conformément au paragraphe 4, alinéa 4.

En cas de perte de compétence au regard des facteurs de rattachement visés au paragraphe 2, la caisse cessionnaire transfère le dossier et, partant, les droits et obligations qu'elle a acquis vis-à-vis de l'assuré social concerné, à la caisse devenue compétente sur la base de l'application des facteurs de rattachement visés au paragraphe 2 et des conventions agréées par FAMIFED.

#### Article 11 – Retrait de l'agrément des caisses d'allocations familiales fédérales libres

Chaque gouvernement, chacun pour ce qui le concerne, procède au retrait des agréments des caisses d'allocations familiales libres agréées en vertu de la LGAF.

Chaque gouvernement, chacun pour ce qui le concerne, procède à la reconnaissance ou à l'agrément des institutions de paiement en vertu de sa propre réglementation.

Les retraits d'agrément, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, et la reconnaissance ou l'agrément, visés à l'alinéa 2, sont effectués préalablement à la reprise de la gestion et du paiement des prestations familiales par l'entité concernée, mais n'entrent en vigueur qu'au jour de ladite reprise de la compétence.

Le gouvernement compétent fixe les modalités du transfert éventuel de tout ou partie des membres du personnel des caisses d'allocations familiales libres agréées en vertu de la LGAF en cas de reprise de ce personnel par l'instance publique compétente en matière d'allocations familiales, lors de la reprise.

### CHAPITRE 7. — Médiation

#### Article 12 — Médiation

Si des entités fédérées ne peuvent s'entendre sur l'application des articles 2 et 5, elles demanderont une médiation.

Un protocole de coopération conclu entre les gouvernements des entités fédérées compétentes en matière d'octroi des prestations familiales précisera les modalités concrètes de cette médiation.

Si une entité fédérée souhaite débattre au sujet de l'application ou de la transposition de la réglementation européenne, elle peut inviter les autres entités fédérées à cet effet.

### CHAPITRE 8. — Entrée en vigueur

#### Article 13 — Entrée en vigueur

Le présent accord de coopération entre en vigueur lors de la première reprise, sauf :

- en ce qu'il concerne les conventions et protocoles visés aux articles 5, 7, 8 et 12 qui peuvent être conclus à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2017 et doivent l'être au plus tard lors de la publication du présent accord de coopération au *Moniteur belge*;
- les dispositions de l'article 10 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Fait à Bruxelles, le 6 septembre 2017, en un seul exemplaire original en français, en néerlandais et en allemand, qui sera déposé au Secrétariat central du Comité de concertation.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région flamande,  
G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,  
J. VANDEURZEN

Le Ministre-Président de la Région wallonne,  
W. BORSUS

La Ministre wallonne de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,  
O. PAASCH

Le Ministre de la Communauté germanophone de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales,  
A. ANTONIADIS

Le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,  
R. VERVOORT

Le Membre du Collège réuni compétent pour la politique de l'Aide aux personnes,  
les Prestations familiales et le Contrôle des films,  
P. SMET

La Membre du Collège réuni compétente pour la politique de l'Aide aux personnes,  
les Prestations familiales et le Contrôle des films,  
C. FREMAULT

## Annexe

| Catégories de droits<br>—<br>Categorieën<br>van rechten | Droit ouvert au titre<br>d'un travail<br>—<br>Op basis van arbeid<br>verkregen recht   | Droit ouvert au titre<br>d'une pension<br>—<br>Op basis van<br>een pensioen<br>verkregen recht  | Droit ouvert au titre<br>de la résidence<br>—<br>Op basis van de<br>woonplaats<br>verkregen recht | Prestations<br>pour orphelins<br>—<br>Wezenbijslag                                      |
|---|--|---|---|---|
| Situations socioprofessionnelles :                      | — Droits ouverts sur la base d'une activité salariée (art. 51, § 1 <sup>er</sup> LGAF) ou assimilée (art. 53 LGAF);<br><br>— Droits ouverts sur la base d'une situation d'attribution visée aux articles 56, § 1 <sup>er</sup> , 56octies, 56novies, 1 <sup>o</sup> , 56undecies LGAF.                           | Droits ouverts sur la base d'une situation d'attribution visée aux articles 56, §§ 2 et 3 (sauf article 56, § 2, 3 <sup>o</sup> LGAF), 56quater, 57 LGAF.     | Situations d'assurabilité autres que le travail, la pension et la qualité d'orphelin.             | Toutes les prestations versées en raison du statut d'orphelin de l'enfant bénéficiaire. |
| Socio-professionele situaties;                          | — Rechten verkregen op grond van in loondienst verrichte werkzaamheden (art. 51, § 1, AKBW) of daarmee gelijkgestelde werkzaamheden (art. 53 AKBW);<br><br>— Rechten verkregen op grond van een situatie van toekenning beoogd in de artikelen 56, § 1, 56octies, 56novies, 1 <sup>o</sup> , en 56undecies AKBW. | Rechten verkregen op grond van een situatie van toekenning beoogd in de artikelen 56, §§ 2 en 3 (behalve art. 56, § 2, 3 <sup>o</sup> ), 56quater en 57 AKBW. | Andere verzekerbaarheids-toestanden dan werk, pensioen of wezenstatuut.                           | Alle op basis van het wezenstatuut van het rechtgevend kind toegekende bijslag.         |

**Samenwerkingsakkoord van 6 september 2017 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de aanknopingsfactoren, het beheer van de lasten van het verleden, de gegevensuitwisseling inzake de gezinsbijslagen en de toepassingsregels betreffende de bevoegdheidsoverdracht tussen de kinderbijslagfondsen**

**AANHEF**

Overwegende de intentie van de ondertekenende deelentiteiten om het beheer en de betaling van de gezinsbijslag voor hun rekening over te nemen met behoud van de mogelijkheid van ongelijktijdige overnames;

Overwegende de noodzaak om de acties van die entiteiten met name na de overgangperiode te coördineren;

Overwegende dat een dergelijke coördinatie onontbeerlijk is en effectieve samenwerking en loyaliteit vereist van de partijen die dit samenwerkingsakkoord ondertekenen;

In dit samenwerkingsakkoord worden de aanknopingsfactoren vastgelegd om de bevoegde deelentiteit met betrekking tot gezinsbijslag in Belgische en internationale context aan te duiden;

In dit samenwerkingsakkoord wordt verder vastgelegd hoe de regularisaties van de betalingen en de terugvorderingen ten laste genomen of uitgevoerd zullen worden;

In dit samenwerkingsakkoord wordt ook vastgelegd hoe de gegevensuitwisseling tussen de deelentiteiten zal verlopen.

Dit samenwerkingsakkoord legt ten slotte de praktische regels vast voor de overdracht van de dossiers van de federale kinderbijslagfondsen vanaf 1 januari 2018.

Gelet op artikel 23 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 92bis en artikel 94, § 1bis, ingevoegd door artikel 44 van de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de zesde Staatshervorming;

Gelet op de wet tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 60sexies, ingevoegd door artikel 37 van de wet van 19 april 2014 tot wijziging van de wet tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap;

Gelet op de wet van 4 april 2014 tot wijziging van de samengeordende wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders (Algemene Kinderbijslagwet) zoals die gold op 31 december 2018;

Gelet op het bijzondere decreet van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen en het decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

Gelet op het op 6 september 2017 in het Overlegcomité bereikte akkoord;

de Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Minister-President en de minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin;

het Waals Gewest, vertegenwoordigd door de Minister-President en de minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en administratieve Vereenvoudiging;

de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Minister-President en de minister van de Duitstalige Gemeenschap van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden;

de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de voorzitter van het Verenigd College en de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring;

Zijn het volgende overeengekomen :

### Bepalingen

#### HOOFDSTUK 1. — *Algemeen*

##### Artikel 1 — Definities

Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord en enkel in dat kader moet verstaan worden onder :

- 1° deelentiteiten : de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, voor de gebiedsomschrijving van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad; de Vlaamse Gemeenschap, voor de gebiedsomschrijving van het Nederlandse taalgebied; het Waalse Gewest, voor de gebiedsomschrijving van het Franse taalgebied en de Duitstalige Gemeenschap, voor de gebiedsomschrijving van het Duitse taalgebied;
- 2° aanknopingsfactor : situatie op basis waarvan een kinderbijslagdossier aan een deelentiteit kan worden toegewezen en die de bevoegdheid van die entiteit exclusief bepaalt;
- 3° bevolkingsregisters : de registers zoals opgenomen in art. 1, 1° van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;
- 4° wettelijke woonplaats : de plaats waar een persoon in de bevolkingsregisters is ingeschreven en daar zijn hoofdverblijf heeft overeenkomstig artikel 32, 3° van het Gerechtelijk Wetboek;
- 5° verblijfplaats : als er geen wettelijke woonplaats is, de feitelijke plaats waar de persoon gewoonlijk verblijft;
- 6° vestigingseenheid : de plaats die men geografisch gezien kan identificeren via een adres, waar ten minste een activiteit van de onderneming wordt uitgeoefend of van waaruit de activiteit wordt uitgeoefend, zoals gedefinieerd in artikel 2, 6° van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen;
- 7° sociaal verzekerde : een persoon die, wat betreft de gezinsbijslagen, onder het personeel toepassingsgebied van een Europese verordening of een bilaterale overeenkomst betreffende de sociale zekerheid valt;
- 8° gezinsbijslagen : de bijslagen zoals bedoeld in artikel 5, § 1, IV van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;
- 9° bilaterale overeenkomst : overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen België en een andere staat;
- 10° kraamgeld : toelage uitbetaald naar aanleiding van de geboorte van een kind onder de voorwaarden gesteld door de deelentiteiten;
- 11° overname : de overname van het beheer en van de betaling door de deelentiteiten op de datum vastgelegd door hun notificaties krachtens de bepalingen van artikel 94 § 1bis, vierde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, elk voor wat hem betreft;
- 12° kadaster : verwijzingsrepertorium zoals dat bestond op 31 december van het jaar voor dat van de eerste overname, waarin de gegevens van alle actoren van alle dossiers van alle kinderbijslagfondsen zijn opgenomen;
- 13° trivia-toepassing : elektronische toepassing zoals die bestond op 31 december van het jaar voor dat van de eerste overname die enerzijds een website omvat om elektronische gegevens bij informatieleveranciers op te zoeken en anderzijds de transitie mogelijk maakt van alle beschikbare distributie-, consultatie- en kadasterberichten naar de betaalapplicaties van de fondsen;
- 14° betaalapplicatie van de fondsen : elektronische toepassing voor het dagdagelijks dossierbeheer binnen een kinderbijslagfonds zoals die bestond op 31 december van het jaar voor dat van de eerste overname, die de elektronische gegevens verwerkt en zorgt voor de uitbetaling van de kinderbijslag;
- 15° kinderbijslagregeling : alle wettelijke en reglementaire teksten van kracht op 31 december van het jaar voor dat van de eerste overname.
- 16° AKBW : Algemene Kinderbijslagwet van 19 december 1939.

#### HOOFDSTUK 2. — *Aanknopingsfactoren*

Artikel 2 — Aanknopingsfactoren om te bepalen welke deelentiteit bevoegd is inzake gezinsbijslagen

De volgende aanknopingsfactoren bepalen de uitsluitend bevoegde deelentiteit, in deze volgorde :

1. de wettelijke woonplaats van het kind in de entiteit;
2. de verblijfplaats van het kind in de entiteit;
3. de lokalisatie van de vestigingseenheid of, wanneer dat gegeven niet beschikbaar is, van de exploitatiezetel van de huidige werkgever of van de laatste werkgever van de sociaal verzekerde in België;
4. de wettelijke woonplaats of de laatste wettelijke woonplaats van de sociaal verzekerde in de entiteit;
5. de lokalisatie van het sociaal verzekeringsfonds waarbij de sociaal verzekerde is aangesloten als zelfstandige;
6. de lokalisatie van het bureau van de laatst gekende kinderbijslaginstelling die de gezinsbijslagen toekende. Tot en met 31 maart 2024 kan hiertoe het huidige kadaster worden geraadpleegd.

Indien er voor de toepassing van het eerste lid, punt 3 tot en met 5 wordt vastgesteld dat meerdere sociaal verzekerden onder de toepassing van dezelfde aanknopingsfactor vallen, wordt de uitsluitende bevoegdheid van een deelentiteit bepaald door de oudste onder hen.

Welke deelentiteit voor het vooruitbetaald kraamgeld bevoegd is, wordt echter bepaald op basis van de volgende aanknopingsfactoren, in deze volgorde :

1. de wettelijke woonplaats van de moeder in de entiteit;
2. de verblijfplaats van de moeder in de entiteit.



De entiteit die een aanvraag om vooruitbetaald kraamgeld ontvangt, controleert of een andere entiteit die niet al heeft betaald.

#### Artikel 3 — Europese Verordeningen

Voor de toepassing van Europese verordeningen wordt het personeel toepassingsgebied met betrekking tot de sociaal verzekerde die het recht verkrijgt in het kader van de gezinsbijslagen beperkt tot de ouder, tot de persoon die geen bloed- of aanverwant is tot en met de derde graad van die ouder en met wie de ouder feitelijk of wettelijk samenwoont en tot de echtgeno(o)t(e) van de ouder met betrekking tot hun eigen of gemeenschappelijke kinderen.

Voor de toepassing van verordening 883/2004 zijn de socioprofessionele situaties waarmee rekening wordt gehouden om een recht op gezinsbijslagen te verkrijgen in de bijgevoegde tabel opgenomen. Die tabel kan door de regeringen van de bevoegde deelentiteiten gezamenlijk worden gewijzigd via een samenwerkingsakkoord.

#### Artikel 4 — Overgangsbepaling

In afwijking op artikel 2, tweede lid en artikel 3, behouden de rechthebbenden die op 31 december van het jaar voor dat van de eerste overname recht op kinderbijslag hadden dat recht voor zover ze de overeenkomstig een kinderbijslagregeling verkregen hoedanigheid van rechthebbende behouden tot :

1. hun gezinssituatie wijzigt;
2. hun socioprofessionele situatie in die zin wijzigt dat ze voortaan, overeenkomstig de bijlage bij dit samenwerkingsakkoord, onder een andere categorie vallen.

De voormelde wijzigingen hebben uitwerking op de eerste dag van de maand na de maand waarin de gebeurtenis valt.

#### HOOFDSTUK 3. — *Beheer van de lasten van het verleden : Overdracht van de rechten en plichten van de federale fondsen aan een regionaal fonds*

#### Artikel 5 — Beheer van de lasten van het verleden

§ 1. Voor de toepassing van dit artikel moet worden verstaan onder :

- regularisatie : uit te voeren betalingen (verschuldigde bijslag) en terugvorderingen (onverschuldigde bijslag), niet uitgevoerd op 31 december van het jaar voor dat van de overname door het tot die datum bevoegde federale kinderbijslagfonds;
- moment van de gebeurtenis : naargelang van het geval het moment van de aanvraag om regularisatie van de gerechtigde, het moment waarop een ambtshalve beslissing moet worden genomen of het moment waarop de rechterlijke beslissing op het vlak van de regularisatie uitvoerbaar is.

§ 2. *a)* Elk federaal kinderbijslagfonds heeft in elke deelentiteit een regionale opvolger waaraan het zijn rechten en verplichtingen overdraagt.

De op 31 december van het jaar voor dat van de overname door een deelentiteit bestaande rechten en verplichtingen van FAMIFED worden op 1 januari van het jaar van die overname ambtshalve aan het door die deelentiteit opgerichte publieke fonds overgedragen.

Wat de Duitstalige Gemeenschap betreft, worden de op 31 december van het jaar voor dat van de overname door die deelentiteit bestaande rechten en verplichtingen van de federale vrije fondsen op 1 januari van het jaar van die overname ambtshalve aan het publieke fonds van de Duitstalige Gemeenschap overgedragen.

Wat de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie aangaat, worden de op 31 december van het jaar voor dat van de overnames door die entiteiten bestaande rechten en verplichtingen van de federale vrije fondsen aan hun regionale rechtsopvolgers overgedragen op basis van de voor 1 juli 2018 gesloten overeenkomsten waarvan de verplichte vermeldingen door het Beheerscomité van FAMIFED zijn vastgelegd. Die overeenkomst bepaalt hoe de regionale rechtsopvolgers de regularisaties uitvoeren die ten laste vielen van het federale fonds dat zij opvolgen, in het bijzonder via een toegang tot een informaticatoepassing waardoor die regularisaties kunnen worden verzekerd.

Het Beheerscomité van FAMIFED keurt de in het vierde lid bedoelde overeenkomst goed na te hebben nagezien dat de door hem vastgelegde verplichte vermeldingen daarin voorkomen. Zodra de goedkeuring van FAMIFED is betekend, worden de rechten en verplichtingen van het afstaande federale vrije fonds aan zijn regionale rechtsopvolgers overgedragen, met uitwerking op 1 januari van het jaar van de overname.

De dossiers die onder de bevoegdheid van de Duitstalige Gemeenschap vallen worden op dezelfde wijze behandeld als die waarvoor het Waalse Gewest bevoegd is. De regularisaties in het belang van de Duitstalige Gemeenschap worden verwerkt tegen een vergoeding en volgens de modaliteiten die in een samenwerkingsprotocol tussen de regeringen van de betrokken deelentiteiten worden vastgelegd.

*b)* Elke regionale rechtsopvolger die op het moment van de gebeurtenis optreedt voor rekening van de krachtens artikel 2 aangewezen bevoegde deelentiteit draagt de verantwoordelijkheid voor de gebruikelijke regularisaties op administratief, financieel en gerechtelijk vlak ten aanzien van de periodes die onder de bevoegdheid van het federale fonds vielen dat hem zijn op 31 december van het jaar voor dat van de overname door die deelentiteit bestaande rechten en verplichtingen heeft overgedragen.

*c)* Wanneer een regionale rechtsopvolger van een federaal fonds informatie ontvangt met betrekking tot een periode waarvoor het federaal fonds dat hem zijn rechten en verplichtingen heeft overgedragen niet bevoegd was, deelt eerstgenoemde die informatie onverwijld mee aan de regionale rechtsopvolger van het federale fonds dat voor die periode bevoegd was en die voor rekening van de krachtens artikel 2 aangewezen bevoegde deelentiteit optreedt.

§ 3. De toepassingsmodaliteiten van dit artikel worden vastgelegd in een samenwerkingsprotocol tussen de deelentiteiten dat uiterlijk bij de publicatie van dit samenwerkingsakkoord in het *Belgisch Staatsblad* afgesloten is.

#### Artikel 6 — Inwerkingtreding van de bevoegdheidswijziging tussen deelentiteiten

Als de bevoegdheid voor gezinsbijslagen in de loop van een kalendermaand wijzigt, blijft de deelentiteit die de gezinsbijslagen heeft betaald op de eerste dag van die maand bevoegd tot het einde van de lopende maand voor die gezinsbijslagen, ongeacht de data waarop de gezinsbijslagen moet worden betaald op basis van de geldende reglementeringen.

Zij deelt de andere betrokken deelentiteit mee op welke datum zij die gezinsbijslagen niet langer betaalt. De deelentiteit die de betaling van de gezinsbijslagen overneemt begint vanaf die datum te betalen.

Een bevoegde deelentiteit die overeenkomstig dit artikel een wijziging van bevoegdheid vaststelt, bezorgt overeenkomstig art. 7 de nodige gegevens aan de volgende bevoegde deelentiteit.

HOOFDSTUK 4. — *Uitwisseling en bewaren van de gegevens*

## Artikel 7 — Gegevensuitwisseling

Indien een deелentiteit vaststelt dat een andere deелentiteit bevoegd is om de gezinsbijslagen te betalen, bezorgt ze die deелentiteit onverwijld alle nodige informatie die nodig is zodat die haar bevoegdheid kan uitoefenen.

Die gegevensuitwisseling verloopt elektronisch.

De nodige modaliteiten zullen daartoe worden uitgewerkt in een samenwerkingsprotocol afgesloten tussen de regeringen van de deелentiteiten bevoegd voor gezinsbijslagen.

## Artikel 8 — Kadaster en betaaltoepassingen van de fondsen

§ 1. Het kadaster en de trivia-toepassing dienen te blijven functioneren zodat de regionale rechtsopvolgers de betalingen van de gezinsbijslagen in het kader van de kinderbijslagregelingen zoals deze bestonden op 31 december van het jaar voor dat van de eerste overname en de betalingen van de gezinsbijslagen onder toepassing van Europese verordeningen en bilaterale overeenkomsten verder kunnen blijven verzekeren. Die continuïteit moet worden verzekerd gedurende vijf jaar en drie maanden volgend op de datum van de eerste overname.

Alle onderhoudskosten van het kadaster en de trivia-toepassing worden gedragen door de deелentiteiten overeenkomstig de verdeelsleutel gebaseerd op de procentuele verdeling van het aantal kinderen 0-18 jaar per deелentiteit die werd vastgelegd in art. 47/5, § 5 van de Bijzondere Wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Deze onderhoudskosten omvatten ook de kosten die dienen gemaakt te worden in de trivia-toepassing wanneer een informatieleverancier een wijziging aanbrengt in een elektronische distributie- of consultatiestroom die deel uitmaakt van de trivia-toepassing.

Eventuele wijzigingen aan het kadaster en de trivia-toepassing op vraag van één of meerdere deелentiteiten voor wat betreft de betalingen vermeld in het eerste lid dienen te worden bepaald in een samenwerkingsprotocol bepaald door de regeringen van de deелentiteiten bevoegd voor de gezinsbijslagen.

§ 2. Het kadaster en de trivia-toepassing mogen op vraag van één of meerdere deелentiteiten worden aangepast om de uitvoering van hun regionale decreten mogelijk te maken.

Deze aanpassingen mogen echter de beschikkingen vermeld in het eerste lid van de eerste paragraaf niet in het gedrang brengen.

Deze aanpassingen dienen door de regering van de deелentiteit bevoegd voor gezinsbijslagen die de wijziging wenst door te voeren, te worden gemeld aan de regeringen van de andere deелentiteiten. Deze regeringen geven binnen de twee maanden aan of zij ook gebruik wensen te maken van de wijzigingen en aldus ook het respectievelijk deel van de kosten verbonden aan deze wijzigingen op zich te nemen. Regeringen die niet antwoorden binnen de twee maanden wensen geen gebruik te maken van de vooropgestelde wijzigingen.

De regeringen van de deелentiteiten bevoegd voor gezinsbijslagen die gebruik wensen te maken van de wijzigingen leggen deze afspraken vast in een samenwerkingsprotocol.

§ 3. De betaalapplicaties van de fondsen dienen te blijven functioneren zodat de regionale rechtsopvolgers de betalingen van de gezinsbijslagen in het kader van de kinderbijslagregelingen zoals deze bestonden op 31 december van het jaar vóór dat van de eerste overname, en de betalingen van de gezinsbijslagen onder toepassing van Europese verordeningen en bilaterale overeenkomsten verder kunnen blijven verzekeren. Die continuïteit moet worden verzekerd gedurende vijf jaar en drie maanden volgend op de datum van de eerste overname.

De betaalapplicaties van de fondsen mogen worden aangepast door de regionale rechtsopvolgers ingevolge aanpassingen in de trivia-toepassing wanneer een informatieleverancier een wijziging aanbrengt in een elektronische distributie- of consultatiestroom die deel uitmaakt van de trivia-toepassing.

De regionale rechtsopvolgers mogen de betaalapplicaties van de fondsen tevens aanpassen uit eigen initiatief zonder voorafgaand akkoord van de deелentiteiten voor zover deze aanpassingen echter de bepalingen vermeld in het eerste lid van de derde paragraaf niet in het gedrang brengen.

§ 4. De deелentiteiten brengen elkaar op de hoogte of ze het kadaster en de trivia-toepassing nog wensen te gebruiken na de door § 1 vastgelegde termijn. De deелentiteiten die het kadaster en de trivia-toepassing nog verder wensen te gebruiken, sluiten hiertoe ten laatste een jaar voor die termijn een samenwerkingsakkoord.

HOOFDSTUK 5. — *Administratieve hulp*

## Artikel 9 — Terugvordering

Indien een instelling bevoegd om gezinsbijslagen te betalen in een entiteit vaststelt dat ze een bedrag dient terug te vorderen van een persoon, kan ze elke betaalinstantie uit een andere deелentiteit die aan die persoon gezinsbijslagen betaalt vragen om overeenkomstig art. 1410, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek de nodige inhoudingen voor haar rekening te verrichten.

Indien er overeenkomstig art. 1410, § 4, inhoudingen worden gevraagd om meerdere schuldvorderingen in hoofde van dezelfde persoon af te lossen, zal de vordering die hem het eerst werd betekend het eerst worden ingelost door het fonds dat de betalingen uitvoert.

HOOFDSTUK 6. — *Bepalingen betreffende het betaalcircuit*

## Artikel 10 — Bevoegdheid van de kinderbijslagfondsen

§ 1. In afwijking van de artikelen 18, 35, 38, 64, 66 en 71 van de AKBW en van de bepalingen van het koninklijk besluit van 25 april 1997 tot uitvoering van artikel 71, *1bis* van de AKBW, heeft elke gebeurtenis die leidt tot een wijziging van de bevoegdheid van de kinderbijslagfondsen met uitwerking vanaf 1 januari 2018 geen uitwerking. Het op 31 december 2017 wettelijk bevoegd fonds behoudt die bevoegdheid vanaf 1 januari 2018.

§ 2. Voor 1 juli 2018 verdelen de krachtens de AKBW erkende vrije kinderbijslagfondsen hun dossiers en per deелentiteit afzonderlijke subportefeuilles volgens de aanknopingsfactoren vermeld in het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2016. Die subportefeuilles nemen alle dossiers over waarvoor een integratie is aangevat in het kadaster op 30 juni 2018 op het vlak van de rechthebbende zoals gedefinieerd in artikel 51, paragrafen 1 en 2, AKBW, en ook de dossiers waarvoor de integratie in het kadaster werd afgesloten voor 30 juni 2018 op het vlak van de rechthebbende, zoals gedefinieerd in artikel 51, paragrafen 1 en 2, AKBW, maar waarvoor nog een administratieve of gerechtelijke procedure loopt.

Voor 1 juli 2018 bepaalt elk vrij kinderbijslagfonds, erkend krachtens de AKBW, ten opzichte van welke subportefeuilles, samengesteld in overeenstemming met het eerste lid, en via welke regionale rechtsopvolgers het vanaf 1 januari van het jaar van de overname in een gegeven deelentiteit het zijn opdracht van betaling van de kinderbijslag zal voortzetten.

§ 3. Vanaf 1 juli 2018 stelt elk krachtens de AKBW erkend vrij kinderbijslagfonds alle gegevens in verband met hun kinderbijslagdossiers die de bevoegdheidsoverdracht mogelijk maken ter beschikking van de andere fondsen en de deelentiteiten die erom vragen.

§ 4. Vanaf 1 juli 2018 mogen de krachtens de AKBW erkende vrije kinderbijslagfondsen, na goedkeuring door het Beheerscomité van FAMIFED over de overeenkomst bedoeld in paragraaf 5, onder elkaar de overdracht aanvatten van hun subportefeuilles, samengesteld op basis van paragraaf 2, eerste lid, en rekening houdend met het tweede lid van paragraaf 2. De effectieve overdracht van de dossiers betreffende een gegeven deelentiteit moet worden afgesloten op 31 december van het jaar voor dat van de overname door die deelentiteit.

De overdracht van dossiers van het fonds dat ze aan het verkrijgende fonds afstaat geldt verplicht voor de gehele subportefeuille van krachtens paragraaf 2, eerste lid aan een deelentiteit gekoppelde dossiers.

De overdracht van de dossiers gekoppeld aan de Duitstalige Gemeenschap gebeurt verplicht aan een fonds dat krachtens paragraaf 2, tweede lid, zijn dossiers overdraagt aan een regionale rechtsopvolger die, vanaf 1 januari van het jaar van de overname door het Waals Gewest, een aan dat gewest gekoppelde subportefeuille zal beheren. Als het afstaande fonds ook een subportefeuille van aan het Waals Gewest gekoppelde dossiers heeft, draagt het beide subportefeuilles over aan hetzelfde verkrijgende fonds.

Als een fonds een verandering van bevoegdheid vaststelt ten opzichte van de aanknopingsfactoren bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2016 in een dossier dat het beheert, koppelt het dat dossier onverwijld aan de juiste subportefeuille en draagt het zo nodig over, krachtens de bepalingen van de overdrachtsovereenkomst bedoeld in paragraaf 5, aan het bevoegde verkrijgende fonds.

De fondsen koppelen krachtens paragraaf 2 de nieuwe dossiers aangelegd na de aansluiting van een nieuwe werkgever, de heraanluiting van een werkgever of het verkrijgen van een nieuw recht onverwijld aan de juiste subportefeuille en dragen die dossiers zo nodig over, krachtens de bepalingen van de overdrachtsovereenkomst bedoeld in paragraaf 5, aan de bevoegde verkrijgende fondsen.

De subportefeuilles van dossiers bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, waarvoor de fondsen niet van plan zijn hun opdracht van het betalen van kinderbijslag voort te zetten vanaf 1 januari van het jaar van de eerste overname worden krachtens paragraaf 2, tweede lid, en als er geen overeenkomst van overdracht tussen fondsen krachtens paragraaf 5 is aan gewijd op 1 juli 2018, ten laatste op 30 september 2018 van ambtswege overgedragen aan FAMIFED. Dat geldt ook voor de subportefeuilles van dossiers van de fondsen die hun activiteiten in 2018 stopzetten en waaraan geen overeenkomst van overdracht tussen fondsen krachtens paragraaf 5 is gewijd voor 1 juli 2018. Als de fondsen hun activiteiten stopzetten na 30 september 2018 dragen ze hun dossiers onverwijld en ten laatste tegen 30 november 2018 over aan FAMIFED. De voorwaarden voor de overdracht in geval van overdracht van ambtswege zijn bepaald door FAMIFED. Het Agentschap neemt de rechten en verplichtingen van die fondsen over voor de betrokken sociaal verzekerden.

§ 5. De overdrachten van dossiers bedoeld in paragraaf 4 gebeuren op basis van een overeenkomst afgesloten voor 1 juli 2018. De vermeldingen die verplicht moeten voorkomen in die overeenkomst worden bepaald door het Beheerscomité van FAMIFED. Die overeenkomst mag het bedrag bepalen van de vergoeding bij de overdracht van de subportefeuilles, wetende dat die vergoeding wordt toegevoegd aan de administratieve reserve van het betrokken fonds.

Het Beheerscomité van FAMIFED keurt de overeenkomst goed na verificatie van de verplichte vermeldingen. Het onderzoek door het Beheerscomité heeft enkel betrekking op de naleving van de voorwaarde betreffende de verplichte vermeldingen.

§ 6. Via de goedkeuring door FAMIFED waarvan sprake in paragraaf 5, tweede lid, kan de overeenkomst zijn uitwerking hebben. Die heeft uitwerking voor de dossiers die afhangen van een gegeven deelentiteit ten laatste op 31 december van het jaar vóór de overname door die deelentiteit. Het verkrijgende fonds volgt het afstaande fonds dan op in zijn rechten en verplichtingen. Het verifieert het behoud van zijn bevoegdheid ten opzichte van de aanknopingsfactoren bedoeld in paragraaf 2, krachtens paragraaf 4, vierde lid.

Bij verlies van bevoegdheid ten opzichte van de aanknopingsfactoren bedoeld in paragraaf 2, draagt het verkrijgende fonds het dossier over, en dus de rechten en verplichtingen die het verkreeg ten opzichte van de betrokken sociaal verzekerde, aan het fonds dat bevoegd werd op basis van de aanknopingsfactoren bedoeld in paragraaf 2 en de door FAMIFED goedgekeurde overeenkomsten.

#### Artikel 11 — Intrekking van de erkenning van de vrije federale kinderbijslagfondsen

Elke regering, ieder wat hem betreft, trekt de erkenning van de krachtens de AKBW erkende vrije kinderbijslagfondsen in.

Elke regering, ieder wat hem betreft, gaat over tot het erkennen of vergunnen van betaalinstanties krachtens haar eigen regelgeving.

De intrekkingen van de erkenning uit het eerste lid en de erkenning of vergunning uit het tweede lid, worden uitgevoerd voorafgaand aan de overname van het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen door de betrokken entiteit, maar treden pas in werking op de dag van deze overname.

De bevoegde regering bepaalt de regels van de eventuele overdracht van een deel of alle personeelsleden van de krachtens de AKBW erkende vrije kinderbijslagfondsen bij overname van dat personeel door de overheidsinstantie die bevoegd is voor kinderbijslag bij de overname.

#### HOOFDSTUK 7. — Bemiddeling

##### Artikel 12 — Bemiddeling

Als de deelentiteiten het niet eens worden over de toepassing van de artikelen 2 en 5 vragen ze om bemiddeling.

De concrete modaliteiten voor die bemiddeling zullen worden uitgewerkt in een samenwerkingsprotocol afgesloten tussen de regeringen van de deelentiteiten bevoegd voor gezinsbijslagen.

Als een deelentiteit de toepassing of de overzetting van de Europese verordeningen wil bespreken, kan ze de andere deelentiteiten hiertoe uitnodigen.

HOOFDSTUK 8. — *Inwerkingtreding 5 : Inwerkingtreding*

## Artikel 13 — Inwerkingtreding

Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking bij de eerste overname, behalve :

- voor de overeenkomsten en protocollen bedoeld in de artikelen 5, 7, 8 en 12 van dit samenwerkingsakkoord die kunnen worden afgesloten vanaf 1 juli 2017 en dit moeten zijn ten laatste bij de publicatie van dit samenwerkingsakkoord in het *Belgisch Staatsblad*.
- de bepalingen van artikel 10 die in werking treden op 1 januari 2018.

Gedaan te Brussel, op 6 september 2017, in een enkel oorspronkelijk exemplaar in het Frans, het Nederlands en het Duits, dat zal worden neergelegd bij het Centraal Secretariaat van het Overlegcomité.

De Minister-president van de regering van het Vlaams Gewest,  
G. BOURGEOIS

De Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,  
J. VANDEURZEN

De Minister-president van het Waals Gewest,  
W. BORSUS

De Waalse minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,  
Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. GREOLI

De Minister-president van de Duitstalige Gemeenschap,  
O. PAASCH

De Minister van de Duitstalige Gemeenschap van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,  
A. ANTONIADIS

De Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,  
R. VERVOORT

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen,  
het Gezinsbeleid en de Filmkeuring,  
P. SMET

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen,  
het Gezinsbeleid en de Filmkeuring,  
C. FREMAULT

## Bijlage

| Categorieën van rechten<br>—<br>Categories de droits | Op basis van arbeid verkregen recht<br>—<br>Droit ouvert au titre d'un travail   | Op basis van een pensioen verkregen recht<br>—<br>Droit ouvert au titre d'une pension   | Op basis van de woonplaats verkregen recht<br>—<br>Droit ouvert au titre de la résidence | Wezenbijslag<br>—<br>Prestations pour orphelins   |
|--|--|---|--|---|
| Socio-professionele situaties;                       | — Rechten verkregen op grond van in loondienst verrichte werkzaamheden (art. 51, § 1, AKBW) of daarmee gelijkgestelde werkzaamheden (art. 53 AKBW);<br><br>— Rechten verkregen op grond van een situatie van toekenning beoogd in de artikelen 56, § 1, 56 <i>octies</i> , 56 <i>novies</i> , 1 <sup>o</sup> , en 56 <i>undecies</i> AKBW. | Rechten verkregen op grond van een situatie van toekenning beoogd in de artikelen 56, §§ 2 en 3 (behalve art. 56, § 2, 3 <sup>o</sup> ), 56 <i>quater</i> en 57 AKBW. | Andere verzekeraarheids toestanden dan werk, pensioen of wezenstatuut.                   | Alle op basis van het wezenstatuut van het rechtgevend kind toegekende bijslag.         |
| Situations socioprofessionnelles :                   | — Droits ouverts sur la base d'une activité salariée (art 51, § 1 <sup>er</sup> LGAF) ou assimilée (art. 53 LGAF);<br><br>— Droits ouverts sur la base d'une situation d'attribution visée aux articles 56, § 1 <sup>er</sup> , 56 <i>octies</i> , 56 <i>novies</i> , 1 <sup>o</sup> , 56 <i>undecies</i> LGAF.                            | Droits ouverts sur la base d'une situation d'attribution visée aux articles 56, §§ 2 et 3 (sauf article 56, § 2, 3 <sup>o</sup> LGAF), 56 <i>quater</i> , 57 LGAF.    | Situations d'assurabilité autres que le travail, la pension et la qualité d'orphelin.    | Toutes les prestations versées en raison du statut d'orphelin de l'enfant bénéficiaire. |